



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 12 No 1 Décembre 2009



L'année 2009 rétrospectivement

par Kizito Sikuka

LE RIDEAU se ferme sur une année historique pour l'Afrique Australe, qui a été le témoin de progrès importants vers l'intégration régionale et l'Unité Africaine.

Deux indicateurs clés furent l'inauguration du Poste Frontière Inclusif de Chirundu et un accord sans précédent entre trois Communautés Économiques Régionales (CERs) afin de former une seule Zone de Libre Échange d'ici 2012.

Le Poste Frontière Inclusif de Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe fut officiellement ouvert en décembre, établissant un nouveau jalon pour l'intégration régionale parmi les États Membres de la SADC et un cas test pour l'ensemble du continent.

C'est le premier Poste Frontière Inclusif du continent et d'autres, notamment Namanga entre la Tanzanie et le Kenya, observent pour tirer des leçons

alors qu'ils se préparent à ouvrir le suivant.

Il y a quelques années, la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) a choisi Chirundu comme l'un des postes frontières pour la phase pilote d'initiative frontière inclusive dont le but est de faciliter le commerce et la libre circulation des produits et des services parmi la communauté régionale de 15-membres.

Avec le Poste Frontière Inclusif, les voyageurs sont validés une fois pour entrer dans un autre pays contrairement à la situation actuelle dans laquelle les voyageurs doivent être validés des deux côtés de la frontière d'où une fréquence de retards interminables.

À la longue, le projet cherche à harmoniser les lois de douanes et d'immigration aux postes frontières au sein de la région SADC.

Un autre repère important pour 2009, la SADC a convenu d'un plan d'action avec le Marché

Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) pour établir d'ici 2012 une Zone de Libre Échange agrandie (ZLE) composée des 26 États Membres des trois sous-régions.

Ceci suite aux recommandations faites lors du Sommet Tripartite Inaugural tenu en 2008 par les dirigeants des trois sous-régions pour fusionner leurs ZLE en un seul grand marché, conformément à l'intégration continentale envisagée par l'Union Africaine.

Les secrétariats de la SADC, du COMESA et de l'EAC ont convenu d'un plan d'action en novembre et leurs dirigeants sont supposés approuver et entériner le plan durant leur prochaine session Tripartite prévue début 2010.

Une seule ZLE ouvrira littéralement les frontières de la moitié du continent, couvrant l'ensemble des régions australe et orientales de l'Afrique.

suite page 2...

POLITIQUE	3
COMMERCE	4-5
COOPÉRATION SUD-SUD	6
INFRASTRUCTURE	7
ÉNERGIE	8-9
VERS 2010	10
INVESTISSEMENT 2010	11
PARITÉ DES SEXES	12
ÉLECTIONS	13
STATISTIQUES	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

L'année 2009 rétrospectivement

suite de la page 1...

Ce sera, selon tous les critères, une communauté économique formidable avec un Produit Intérieur Brut combiné (PIB) de plus de US\$625 milliards et une population totale de plus de 500 millions.

La ZLE aidera à résoudre l'énigme pérenne de l'adhésion multiple, qui a causé des problèmes aux trois CERs dans leur quête vers une intégration plus poussée, puisque techniquement un pays ne peut appartenir qu'à un seul Syndicat des Douanes.

Le lancement de la ZLE d'ici 2012 résultera dans la fusion trois sous-régions en une seule zone de libre échange avec pour objectif ultime d'établir un seul Syndicat des Douanes.

Entre autres développements en 2009, l'Afrique Australe n'a pas été épargnée par les effets de la crise globale économique.

Le Groupe de Travail Ministériel de la SADC sur l'Intégration Économique Régionale confirme que la crise économique globale a eu un impact négatif sur les économies de la plupart des pays de la région, développement qui a eu un impact sur la convergence macroéconomique régionale.

L'exploitation minière, l'agriculture et le tourisme furent les secteurs les plus affectés, entravant ainsi l'expansion des États Membres.

Durant leur Sommet de Kinshasa en septembre, les dirigeants de la SADC ont prescrit que les effets de la crise devraient être étroitement contrôlés en vue de mettre en place des mesures visant à minimiser son impact sur la région.

En ce qui concerne les développements politiques, la région atteste une stabilité dans la plupart de l'Afrique Australe avec l'organisation d'élections générales dans cinq pays.

Les populations du Botswana, Malawi, Mozambique, Namibie et Afrique du Sud sont allées aux urnes en 2009. Les partis au pouvoir dans les pays respectifs ont été réélus par l'électorat avec un imposant deux-tiers de la majorité, dans un processus électoral auquel les observateurs de l'Union Africaine et de la SADC ont été les témoins.

Ces derniers ont déclaré que les cinq élections étaient conformes aux Principes de la SADC et aux Directives Gouvernant les Élections Démocratiques.

Au Zimbabwe, les dialogues sponsorisés par la SADC ont réussi à brocanter un marché pour former un gouvernement inclusif mené par le Président Robert Mugabe avec l'ancien chef de l'opposition Morgan Tsvangirai en tant que Premier Ministre.

Le gouvernement inclusif, assermenté en février 2009, a été crédité pour avoir abordé nombre de difficultés politiques et économiques du pays depuis sa formation, malgré les sanctions internationales illégales, imposées par l'Union Européenne et les États Unis d'Amérique, qui restent en place.

La Paix est revenue en République Démocratique du Congo avec les dirigeants de la SADC exprimant leur confiance dans le pays en y organisant le Sommet annuel 2009 à Kinshasa.

La SADC a élu la RDC en tant que président de l'organisation de 15 membres pour la période 2009/10, succédant par rotation à la présidence de l'Afrique du Sud.

En ce qui concerne le Lesotho, les partis politiques furent exhortés à continuer le dialogue de paix afin de trouver une solution durable aux difficultés auxquelles le pays est confronté.

Cependant, un revers sérieux pour la SADC a encore émergé en mars lorsque Madagascar a glissé dans la tourmente politique.

Ceci après que le chef de l'opposition Andry Rajoelina ait saisi le pouvoir du contrôle du Président Marc Ravalomanana dans une démonstration publique soutenue par l'armée, similaire à la méthode utilisée par Ravalomanana lorsqu'il saisit le pouvoir il y a quelques années des rênes de son prédécesseur, Didier Ratsiraka.

Les efforts de médiation menés par la SADC ont réuni les deux leaders avec deux autres anciens présidents malgaches y compris Ratsiraka d'accord pour établir un gouvernement transitionnel pour diriger le pays jusqu'à ce que de nouvelles élections soient tenues en 2010.

Cependant, l'application de cet accord continue d'être un problème alors que l'année touche à sa fin.

En ce qui concerne l'environnement, l'Afrique Australe était en accord avec le reste de l'Afrique sur une position commune face au Sommet sur le Changement Climatique à Copenhague en décembre.

Les points clés sont que l'Afrique n'acceptera pas un nouveau pacte pour remplacer le Protocole de Kyoto, et que

l'Afrique requiert une assistance accrue des finances, de la technologie et de la capacité pour l'adaptation et la gestion du risque.

L'esprit et les principes du Plan d'Action de Bali doivent également être respectés et doivent guider toutes les négociations, déclare l'Afrique.

L'année 2009 voit également les Ministres de la SADC pour l'Environnement et les Ressources Naturelles lancer le rapport de la SADC sur le statut de l'environnement de la région, le *Southern Africa Environment Outlook*.

Le rapport explique que le changement climatique causé par le réchauffement global est bien amorcé, les températures moyennes dans la région ayant augmenté de 0,5 degrés Celsius au cours du siècle dernier, et les années 90s sont considérées comme la décennie la plus chaude et la plus sèche.

A propos de la coopération sud-sud, la SADC conjointement au reste de l'Afrique a considérablement renforcé ses relations avec la Chine et l'Amérique du Sud.

Dans le cadre du Forum pour la Coopération Sino-Africaine (FOCAC), la nation asiatique a promis entre autres choses un prêt de US\$10 milliards aux nations africaines afin de construire 100 centrales d'énergie propre au cours des trois prochaines années.

Les dirigeants africains et sud américains se sont réunis au Sommet de septembre et ont approuvé un plan pour établir une Banque Afro-Sud Américaine afin de financer le développement sur les continents respectifs et de promouvoir le commerce.

Sur le développement de l'énergie, la SADC a continué à subir de sérieuses pénuries alors qu'elle progresse vers le surplus recherché de génération d'énergie, prévu pour 2013 si les projets d'énergie à court terme sont exécutés ponctuellement.

Le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe en collaboration avec le Secrétariat de la SADC a organisé une Table Ronde des Investisseurs dans le Secteur de l'Énergie à Livingstone, Zambie afin d'attirer l'investissement dans le secteur de l'énergie pour la réalisation de certains projets clés au cours des deux prochaines années.

La session des Ministres de l'Énergie de la SADC en avril a exhorté pour une prise de position unifiée dans le but de confronter les problèmes, déclarant qu'"aucun

pays ne peut s'attaquer seul aux pénuries d'énergie" présentement ressenties à travers la région.

En ce qui concerne le développement de la parité des sexes, l'Afrique Australe, une des régions du monde au premier plan de l'avancement de la participation des femmes dans les prises de décision, a vu la nomination de la première femme Vice-Présidente du Malawi, Joyce Banda, et la première femme à occuper le poste de Président de l'Assemblée Nationale au Botswana, Margaret Nasha.

La nomination de Banda et Nasha signale une autre phase vers la parité des sexes dans la région. Cependant, les faibles statistiques de femmes qui ont pu accéder au Parlement dans les élections récentes est un contretemps pour une région engagée à atteindre 50 pour cent de parité dans les postes de prises de décision d'ici 2015.

Pour suivre la mise en oeuvre du Protocole SADC sur la Parité des Sexes et le Développement approuvé en 2008, l'Unité de la SADC pour la Parité des Sexes et les Ministres responsables de la Parité des Sexes et des Affaires Féminines ont lancé leur édition 2009 du *SADC Gender Monitor* en octobre.

Le *SADC Gender Monitor* examine également les progrès accomplis vers les objectifs de la Plate-forme de Beijing pour Action, fixés lors de la Quatrième Conférence Mondiale de la Femme en 1995.

Les dirigeants de la SADC ont entériné la candidature du Malawi pour assumer la présidence de l'Union Africaine après la Lybie, dont le mandat expire en janvier 2010. La présidence se fait par rotation selon les régions et le successeur devrait provenir d'un pays de la région de la SADC.

L'année 2009 a également vu le Zimbabwe assumer la présidence du COMESA lors de l'inauguration de son Syndicat des Douanes en juin.

Avec la conclusion de l'année 2009, l'attention se tourne désormais vers 2010 avec de gros espoirs quant aux Finales de la Coupe du Monde 2010 du Football accueillies pour la première fois en Afrique par l'Afrique du Sud et la Coupe Africaine 2010 des Nations en Angola, organisée seulement pour la seconde fois en Afrique Australe.

Les deux nations ont fait d'énormes efforts pour rallier les pays voisins afin de garantir que les deux événements aient une appropriation et une assistance régionales. sardc.net □

Trois décennies de lutte globale contre la discrimination basée sur le sexe

IL A EXACTEMENT 30 ans, l'Assemblée Générale des Nations Unies prit un engagement global général dans le but de garantir les droits pour les femmes du monde.

Cet engagement fait par le biais de la Convention sur l'Élimination de toutes Formes de Discrimination contre les Femmes (CEDAW) fut adopté par l'Assemblée Générale de l'ONU le 18 décembre 1979, et définit ce qui constitue la discrimination contre les femmes et établit un programme d'action nationale pour stopper une telle discrimination.

Tous les pays de la SADC ont depuis ratifié la CEDAW et des efforts ont été faits pour harmoniser les lois statutaires avec la Convention.

La CEDAW est considérée comme une constitution internationale pour les femmes et vise à mettre fin à l'exclusion des femmes dans les domaines de la politique, du droit, de la justice, de l'emploi, du travail, de l'économie, des services sociaux, de la santé, de l'éducation, de la culture et de la religion.

Afin de mettre fin à la discrimination contre les femmes, les États Membres sont engagés à:

- Incorporer le principe d'égalité des hommes et des femmes dans les systèmes juridiques, abolir toutes lois discriminatoires et en adopter des plus appropriées interdisant la discrimination contre les femmes;
- Instaurer des tribunaux et autres institutions publiques pour assurer la protection efficace des femmes contre la discrimination; et
- Assurer l'élimination de tous les actes de discrimination contre les femmes par les individus, les organisations et les entreprises.

Depuis trente ans, la région de l'Afrique Australe a fait des progrès importants pour garantir la parité des sexes et la non-discrimination des femmes dans tous les secteurs de la société.



Les femmes de diverses parties de l'Afrique Australe célèbrent trois décennies de lutte globale contre la discrimination des sexes.

Les structures politiques et les programmes en faveur de la parité des sexes et de l'habilitation des femmes ont été institués au niveau régional et national.

Le Protocole de la SADC sur la Parité des sexes et le Développement signé en 2008 est un événement déterminant puisque c'est l'instrument régional le plus compréhensif en faveur de la réalisation de la parité des sexes et de l'habilitation des femmes.

Le protocole contient des clauses formulées dans la CEDAW ainsi que dans d'autres instruments régionaux, globaux et continentaux pour parvenir à la parité des sexes, tels que la Plate-forme pour Action de Beijing, les Objectifs de Développement du Millénaire et la Charte de l'Union Africaine sur les Droits de l'Homme et des Peuples et les Droits des Femmes en Afrique.

L'adoption du Protocole a vu l'émergence d'un dynamisme régional accru vers la réalisation de la parité des sexes et la fin de la discrimination contre les femmes.

D'autres accomplissements comprennent la garantie de clauses pour l'égalité ou la non-discrimination des femmes dans les constitutions des États Membres de la SADC. La plupart des États Membres de la SADC ont désormais des politiques en place sur la parité

des sexes et l'habilitation des femmes.

Au cours de la récente décennie, il y a eu une augmentation de femmes en positions de prise de décision dans le plupart des pays de la SADC avec cinq pays (Angola, Mozambique, Afrique du Sud et République Unifiée de la Tanzanie) ayant atteint plus de 30 pour cent de femmes dans leurs parlements.

Le Botswana a nommé Margaret Nasha en tant que première femme au poste de Président de l'Assemblée Nationale.

Au Malawi, Joyce Banda fut nommée en tant que première femme au poste de Vice-Président alors que le Zimbabwe a une femme Vice-Président depuis 2004. Le Mozambique et l'Afrique du Sud ont récemment eut une femme Premier Ministre et Vice-Président respectivement.

Cependant la majorité des pays de la région ont encore très peu de femmes dans des positions politiques, comme le montrent les récentes élections au Botswana où les femmes occupent 6,5 pour cent de représentation au parlement, le chiffre le plus bas de la région.

Afin d'aborder cette situation, la région développe une stratégie qui sert de guide pour que les États Membres réalisant l'objectif de 50/50 de représentation féminine en

politiques et positions de prise de décision d'ici 2015.

Les pays de la région ont également promulgué ou amendé la législation sur les questions de violence basée sur le sexe, y compris des clauses contre le viol conjugal.

Des mesures institutionnelles telles que des branches du gouvernement responsables des affaires féminines ont été instaurées afin d'exécuter les plans vers l'égalité des sexes.

Malgré ces accomplissements, la région est encore confrontée à des difficultés en ce qui concerne la réalisation des objectifs de parité des sexes car en pratique les femmes souffrent encore de discrimination basée sur le sexe et la violation de leurs droits.

Ceci en raison de l'ignorance de la loi; des épreuves économiques; de lourdes procédures juridiques; d'informations insuffisantes sur les droits existants; et de manque de sensibilisation sur les lois existantes d'où la difficulté pour les femmes d'exercer leurs droits.

La loi coutumière est également encore pratiquée par beaucoup en Afrique Australe et continue de gouverner leurs vies quotidiennes. Les droits dans le cadre de la loi coutumière ne coïncident généralement pas avec les droits universellement définis.

D'autres difficultés affectant la réalisation des droits de la femme incluent le VIH et SIDA qui place un lourd tribut sur le labeur des femmes par l'augmentation de travail non rémunéré de prestation de soins. La pauvreté demeure également élevée et affecte de manière disproportionnée les femmes et les enfants qui sont déjà vulnérables, avec un impact négatif proportionnel sur leur capacité à satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Malgré ces difficultés, l'Afrique Australe a effectué des progrès importants vers l'atteinte des objectifs sur l'égalité des sexes depuis 1979. □

C O M M E R C E

Mise en service du poste frontière inclusif de Chirundu

CHIRUNDU, POSTE frontière inclusif entre la Zambie et le Zimbabwe a officiellement commencé à opérer, marquant une nouvelle étape dans l'intégration régionale parmi les États Membres de la SADC.

Il y a quelques années, la SADC a choisi Chirundu comme l'un des postes frontières dans le cadre de la phase pilote de l'initiative de Frontière Inclusive qui vise à faciliter le commerce et la libre circulation des produits et des services parmi les 15 membres du bloc régional.

Le poste frontière de Beitbridge qui relie l'Afrique du Sud et le Zimbabwe est un autre port d'entrée choisi par la SADC

pour la phase pilote mais le travail n'a pas encore commencé.

Beitbridge et Chirundu sont considérés parmi les ports d'entrée les plus actifs de l'Afrique du Sous-Sahara avec des centaines de poids lourds commerciaux traversant quotidiennement les deux postes frontières.

Dans le cadre du plan Poste Frontière Inclusif, les voyageurs devraient être validés d'entrée une seule fois dans un autre pays.

Ce développement est attendu avec une extrême anticipation pour aborder les problèmes de retards, qui sont

souvent la norme à la plupart des postes frontières ainsi que de promouvoir la circulation aisée des produits grâce à l'élimination de procédures opérationnelles frontalières souvent perçues comme "restrictives".

À la longue, le projet cherche à harmoniser les lois de douanes et d'immigration aux postes frontières au sein de la région de la SADC.

Commandant officiellement le Poste Frontière Inclusif en décembre, le Président du Zimbabwe, Robert Mugabe et son homologue zambien Rupiah Banda ont salué le développement en disant qu'il représente un progrès important vers l'intégration régionale complète.

Mugabe déclara que le concept du PFI réduirait de manière non négligeable le coût des transactions commerciales sur le continent.

"Ceci est une démonstration pratique de l'intégration régionale en cours".

Il expliqua que l'instauration du PFI de Chirundu est un programme de facilitation commerciale dans le Corridor Nord-Sud; une initiative identifiée par trois des principales communautés régionales de l'Afrique notamment la SADC, le COMESA et l'EAC.

Le Corridor Nord-Sud cherche à relier Dar es Salaam en Tanzanie et les ports du sud de Durban et de Port Elizabeth en Afrique du Sud à l'aide d'une infrastructure robuste. Il visera également à connecter d'autres corridors tels que Walvis Bay (Namibie), le Corridor de Beira (Mozambique) et Lobito (Angola).

"Ce sera une phase importante vers l'intégration de l'Afrique telle qu'envisagée dans le Traité d'Abuja sur la création de la Commission Économique de l'Afrique," dit Mugabe, ajoutant que le nouveau développement aura pour résultat l'épargne de dépense allant jusqu'à US\$486 millions annuellement, qui

peuvent être injectés dans d'autres usages économiques.

Président Banda a acquiescé en disant que le Poste Frontière Inclusif est un accomplissement de marque dans l'histoire de l'intégration économique dans la région.

Il ajouta que le développement de l'infrastructure est crucial pour l'expansion d'une région dotée d'un transport et de systèmes de validation d'entrée inefficace trouvera difficile de commercer compétitivement affectant ainsi les perspectives économiques de même que la prospérité de ses citoyens.

"Dans cette région nous ne pouvons nous permettre de continuer à faire du commerce comme d'habitude sans un bouleversement complet de notre infrastructure et de l'harmonisation de nos politiques commerciales," dit-il.

"Si nous améliorons notre infrastructure, nous pourrions relever les défis du commerce inter-régional et donc récupérer les bénéfices à notre avantage."

La Zambie et le Zimbabwe en collaboration avec le Département du Royaume Uni pour le Développement International, l'Agence de Coopération Internationale du Japon et la Banque Mondiale ont mené le processus de mise en oeuvre.

La SADC est supposée bientôt développer le concept à d'autres ports d'entrée régionaux, puisqu'elle cherche à harmoniser les lois douanières et à promouvoir la libre circulation des produits parmi les États Membres en préparation du Syndicat des Douanes de la SADC en 2010 ainsi que de consolider les gains de la SADC ZLE inaugurée en août 2008.

Le secrétaire général de la SADC - Tomaz Salomão, le secrétaire général du COMESA - Sindiso Ngwenya, le secrétaire général de l'EAC - Juma Mwapacho ont été les témoins de la mise en service du Poste Frontière Inclusif de Chirundu. □



Des poids lourds prêts à traverser le Poste Frontière Inclusif de Chirundu qui connecte la Zambie et le Zimbabwe lorsqu'il est officiellement mis en service.

La SADC lance un Syndicat des Douanes en 2010

EN 2010, LA SADC passera à une phase importante vers l'intensification de l'intégration régionale lorsque le bloc de 15 membres lancera un Syndicat des Douanes, qui vise à promouvoir la libre circulation de produits, de services et de capital à travers les États Membres.

L'établissement d'un Syndicat des Douanes succède au lancement réussi d'une Zone de Libre Échange de la SADC (ZLE) en août 2008, qui a commencé par la signature d'un Protocole Régional Commercial

en 1996. Le Protocole commercial est entré en vigueur en 2000.

Un Syndicat des Douanes est une phase avancée de l'intégration comparé à la ZLE puisqu'il ne requiert aucuns tarifs ou quotas douaniers sur les produits originaires de la région.

La région de la SADC compte une population combinée de plus de 250 millions et l'établissement d'un Syndicat des Douanes introduira une des zones de libre échange la plus large du continent africain. □

Zone de Libre Échange SADC-COMESA-EAC prévue pour 2012

TROIS des principaux organismes sous-régionaux ont convenu d'un plan d'action pour établir d'ici 2012 une Zone de Libre Échange élargie englobant la moitié des pays du continent.

Les secrétariats de la SADC, du Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et de la Communauté pour l'Afrique de l'Est (EAC) ont approuvé le plan en début novembre à Dar es Salaam, République Unifiée de la Tanzanie.

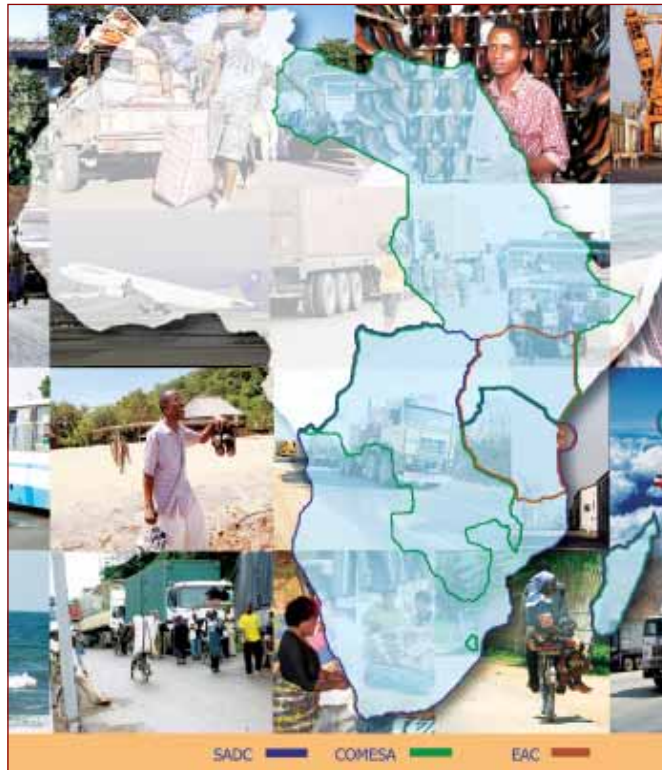
Ceci après que les dirigeants des trois Communautés Économiques Régionales (CERs) aient mandaté les Secrétariats, durant le Sommet Tripartite Inaugural en 2008 de développer une cartographie pour la mise en oeuvre de la fusion pour considération à la prochaine session prévue pour 2010.

Après une période de consultations intensives avec divers participants, les trois Secrétariats ont aujourd'hui préparé tous les documents juridiques nécessaires pour établir une seule ZLE et ont identifié les étapes cruciales nécessaires à prendre par les États Membres pour garantir que cet objectif devienne une réalité.

La création d'une seule ZLE englobant 26 des 54 pays africains représente un autre jalon important pour l'Afrique alors qu'elle progresse vers l'intégration continentale telle qu'envisagée par l'Union Africaine (UA).

Selon la déclaration issue de la réunion de Dar es Salaam "il est prévu que lorsque le Sommet Tripartite se réunira en avril ou mai 2010, les Chefs d'États et de Gouvernement se prononceront sur la voie à prendre pour établir une seule ZLE".

Le document provisoire convenu par les trois Secrétariats contient 14 annexes couvrant divers zones complémentaires qui sont nécessaires pour le fonctionnement efficace d'un marché régional.



La Zone de Libre Échange SADC-COMESA-EAC va relancer le commerce en Afrique.

La proposition principale est d'établir la ZLE sur une base libre de tarif, libre de quota, libre d'exemption en combinant simplement les ZLE existantes de la SADC, du COMESA et de l'EAC.

La SADC a inauguré sa ZLE en août 2008 tandis que les deux autres communautés régionales ont établi la leurs il y a quelques années.

D'ici l'an 2012, on espère que les trois ZLEs n'auront pas d'exemptions ou de listes de produits délicats faisant ainsi la promotion du mouvement libre de produits et de services à travers les trois communautés.

Des dispositions ont cependant été prises pour celles qui souhaitent continuer de maintenir des listes de produits délicats, en particulier avec d'autres partenaires.

Le document exhorte également à la promotion immédiate de la facilitation commerciale, de l'harmonisation des lois de douanes et de la

coordination des standards industriels et de la santé afin de combattre les pratiques commerciales injustes et la flambée de l'import.

Une telle coopération assurera également l'usage de règles d'origine plus simples et directes qui reconnaissent les coûts de transport continental comme valeur ajoutée dans la production et le transfert d'information à travers la région.

Les trois Secrétariats déclarent que la ZLE sera étayée par un programme robuste d'infrastructure visant des secteurs tels que l'énergie, le transport et les télécommunications pour garantir que le marché régional soit accessible et compétitif.

Il y aurait une "période préparatoire pour consultations au niveau national, régional et Tripartite dès le début de 2010 jusqu'à juin 2011", pour assurer la mise en oeuvre de la ZLE.

Il est prévu que d'ici juin 2011, il y aura un accord final sur la ZLE, qui sera prêt pour signature et adoption en juillet de la même année.

Les États Membres auront environ six mois pour finaliser et ratifier l'accord afin qu'une seule ZLE soit inaugurée en janvier 2012.

Une seule ZLE ouvrira ses frontières à littéralement la moitié du continent, s'étendant sur la totalité des régions australe et orientale de l'Afrique.

Ceci sera, selon toutes les normes, une formidable communauté économique avec un Produit Intérieur Brut combiné (PIB) de plus de US\$625 milliards et une population totale d'environ 527 millions.

Une ZLE élargie garantira que les produits manufacturés dans la région jouissent de préférence commerciale comparé à ceux qui proviennent de l'extérieur de la région SADC-COMESA-EAC.

La ZLE résoudra définitivement l'énigme pérenne d'adhésion multiples, qui a causé des problèmes pour les trois CERs dans leur quête vers une intégration plus poussée.

Techniquement, un pays ne peut appartenir à plus d'un Syndicat des Douanes, cependant les trois CERs ont déjà établi ou travaillent vers la création de leurs syndicats, avec la SADC supposée inaugurer la sienne en 2010.

En tant que telle, l'inauguration de la grande ZLE d'ici 2012 résultera dans la fusion des trois sous-régions en une seule zone de libre échange avec pour objectif ultime d'établir prochainement un seul Syndicat des Douanes.

La SADC est composée de 15 membres, le COMESA et l'EAC en comptent 19 et 5 respectivement. Certains des membres appartiennent à plus d'une de ces trois CERs. □

COOPÉRATION SUD-SUD

Renforcement de la coopération Chine-Afrique dans le cadre du FOCA

LA CHINE et l'Afrique ont convenu d'un nouveau plan d'action sur les trois prochaines années pour tenter de renforcer la coopération.

Le Plan d'Action 2010-2012 de Sharm el-Sheikh, qui fut adopté avec la Déclaration de Sharm el-Sheikh, se concentrera entre autres sur le commerce, l'agriculture, l'infrastructure, le changement climatique et le bien-être social.

La Chine et l'Afrique ont approuvé les nouvelles mesures lors du récent quatrième Forum Ministériel sur la Coopération Sino-Africaine (FOCAC) tenu en Égypte en début novembre.

Dans le cadre de la coopération commerciale, la Chine a annoncé un prêt de US\$10 milliards à l'Afrique et prévoit de soutenir les institutions financières chinoises pour établir un prêt spécial de US\$1 milliard pour les petites et moyennes entreprises sur le continent.

"Pour les pays pauvres et les pays le moins développés lourdement endettés en Afrique ayant des relations diplomatiques avec la Chine, nous annulerons leurs dettes associées avec des prêts gouvernementaux exonérés d'intérêt arrivant à échéance d'ici fin 2009," déclare le Premier Ministre chinois Wen Jiabao.

Il affirma que les relations entre la Chine et l'Afrique sont "transparentes" et "sans aucune conditions politiques."

La Chine a promis d'étendre l'ouverture de son marché aux produits africains et d'introduire progressivement le traitement à tarif nul pour 95 pour cent des produits des nations africaines les moins développées en commençant avec 60 pour cent des produits durant 2010.

Il est prévu que ce développement relance le commerce Chine-Afrique aux cours des prochaines années.

L'année dernière, le commerce Chine-Afrique a dépassé l'objectif de US\$100 milliards fixé pour 2010. Au moins US\$56 milliards du



Président Mohammed Hosni Mubarak d'Égypte et Premier Ministre Wen Jiabao de la Chine lors du 4^{ème} Forum sur la Coopération Sino-Africaine auquel participèrent de nombreux Chefs d'État Africains en Égypte.

volume total étaient justifiés pour les importations provenant de l'Afrique, jusqu'à 54 pour cent au cours de l'année précédente.

Vers la moitié de l'année 2009, plus de 1 600 entreprises avaient également commencé à opérer en Afrique avec une valeur d'investissement direct de US\$7,8 milliards.

La Chine a pris l'engagement de construire 100 centrales d'énergie propre en Afrique afin d'augmenter l'adoption rapide de l'énergie solaire, bio-gaz et un peu d'hydro-électricité, et construire environ 2 200 kms de route et 3 300 kms de voies ferrées.

Les entreprises chinoises sont déjà impliquées dans plusieurs développements d'infrastructure en Afrique.

En ce qui concerne le changement climatique, FOCAC s'engage à établir un partenariat Sino-Africain pour aborder le changement climatique.

"Nous tiendrons de temps en temps des consultations rassemblant des officiels supérieurs avec les nations africaines, et renforceront la coopération sur la supervision météorologique satellite, le développement et l'utilisation de nouvelles sources d'énergie, la prévention et le contrôle de la désertification et la protection environnementale urbaine," cite le Plan d'Action Sharm el-Sheikh.

Le réchauffement global conséquence de changement climatique a causé des effets divers sur l'environnement avec des températures moyennes dans la région de la

SADC, avec par exemple, une augmentation de 0,5 degré Celsius au cours du siècle dernier, et les années 90 considérées comme la décennie la plus chaude et la plus sèche, selon le *Southern Africa Environment Outlook* récemment publié par la SADC et le SARDC.

A propos de l'agriculture, la Chine annonce qu'elle augmentera le nombre de centres de démonstration de technologie agricole à 20.

La nation asiatique enverra 50 équipes de technologie agricole en Afrique et formera 2000 personnel technicien agricole de manière à renforcer la capacité de l'Afrique à garantir la sécurité alimentaire.

La Chine a entrepris de construire 50 écoles de l'amitié Sino-africaine et formera 1 500 directeurs d'écoles et enseignants dans les pays africains.

D'ici 2012, le nombre de bourses gouvernementales chinoises pour l'Afrique s'élèvera à 5 500 tandis que la formation d'enseignants sera d'environ 20 000.

La Chine et l'Afrique vise à lancer un partenariat commun la science et de la technologie, dans le cadre duquel les deux échangeront des informations sur comment améliorer leur TIC.

Pour ce qui est du domaine de la Santé, "Nous devons renforcer la coopération dans les soins médicaux et la santé. Nous fournirons des équipements médicaux et du matériel anti-paludisme d'une valeur de 500 millions de yuan pour les 30

hospitaux et 30 centres de prévention et de traitement du paludisme construit par la Chine et formeront 3 000 médecins et infirmières en Afrique."

Le Premier Ministre Chinois explique que les nouvelles mesures renforceront les relations entre la Chine et l'Afrique, et consolidera les gains accumulés au cours des dernières années.

"Quelque soit le changement qui prend place dans le monde, notre politique de soutien au développement économique et social de l'Afrique ne changera pas," affirme Wen.

Un nombre de Chefs d'État Africains y compris les présidents Robert Mugabe du Zimbabwe et Paul Kagame du Rwanda ont participé à la quatrième session ministérielle du FOCAC.

Mugabe a participé au sommet en tant que président du COMESA tandis que Kagame préside la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Le FOCAC a également examiné la mise en oeuvre de divers accords signés depuis 2006 et a exprimé sa satisfaction du fait que la majorité des projets aient été ponctuellement exécutés alors que quelques autres seront terminés d'ici la fin de l'année."

Lors du dernier Sommet du FOCAC en 2006, la Chine et l'Afrique ont adopté plusieurs résolutions afin de promouvoir la coopération entre les deux.

Conformément au plan d'action, la cinquième conférence ministérielle du FOCAC aura lieu en Chine en 2012. sardc.net □

L'Afrique a besoin d'une injection de US\$93 milliards pour l'infrastructure

L'AFRIQUE SOUS-SAHARIENNE a besoin de doubler ses dépenses pour l'infrastructure à US\$93 milliards pour une année, 15 pour cent de la contribution régionale, afin de mettre ses réseaux routiers, hydrologiques et d'énergie à l'heure du 21^{ème} siècle, stipule un rapport de la Banque Mondiale.

La recherche compilée par le Consortium d'Infrastructure pour l'Afrique (ICA) a identifié les réseaux d'électricité inadéquats du continent comme son problème le plus pressant, avec 30 pays subissant des pannes régulières et des primes



L'Afrique Sous-Saharienne s'enorgueillit de son réseau routier

onéreuses pour l'énergie électrique de secours??.

Malgré le gouffre entre le chiffre prévu et les US\$45 milliards de dépense actuelle, le rapport indique que les

gouvernements pourraient réduire le fossé financier à US\$31 milliards en récoltant US\$17 milliards dans des gains d'efficacité relativement simple, tels que d'exiger le paiement de leurs factures à plus d'usagers.

Le rapport dit qu'à ce jour les améliorations de l'infrastructure, principalement dans les télécoms, ont récemment compté pour plus de la moitié des faibles taux de croissance sur le continent.

Des pannes fréquentes et des routes défoncées causent encore des problèmes et des dépenses inutiles pour les affaires et le commerce.

Si tous les 48 pays de l'Afrique du sous-Sahara pouvaient s'aligner à l'île Maurice, l'île de l'Océan Indien qui mène la région en termes d'infrastructure, la croissance totale s'élèverait de 2,2 pour cent, ajouta-t-il.

"Dans la plupart des pays africains, en particulier les pays à faible revenu, l'infrastructure émerge comme une contrainte majeure pour mener des affaires, diminuant la productivité d'entreprise d'environ 40 pour cent."

Dans le secteur de l'énergie, l'Afrique du sous-Sahara a besoin de produire 7 000 megawatts de capacité par an pour satisfaire à la demande de la population de 800 millions de la région, qui actuellement a accès à la même quantité d'énergie que l'Espagne, avec une population de 45 millions seulement.

Dans d'autres comparaisons soulignant l'étendue des problèmes, le rapport dit que la région disposait de moins d'un quart des routes pavées trouvées

dans d'autres parties du monde en voie de développement - mais trois quart du nombre de téléphones mobiles.

"Que ce soit pour l'énergie, l'eau, les cargos routiers, les téléphones mobiles, ou les services Internet, les tarifs payés en Afrique sont plusieurs multiples comparé à ceux payés dans d'autres parties du monde en voie de développement."

Par exemple, le transport d'une tonne de produits sur un kilomètre en Afrique coûte entre quatre et quatorze centimes, comparé à entre un et quatre centimes dans d'autres régions en voie de développement.

Les contribuables africains financent deux-tiers de la dépense actuelle, avec le reste provenant de sources extérieures, telles que les investisseurs privés et l'assistance outre-mer. L'investissement privé est le plus élevé dans le domaine de la technologie et des télécoms, précise le rapport. *New Era* □

Zimbabwe doit élaborer un plan directeur pour l'infrastructure

LE ZIMBABWE travaille sur un plan directeur d'infrastructure nationale pour couvrir les besoins immédiats, les solutions à moyen terme et la vision à long terme.

Le groupe d'infrastructure, une coalition interministérielle, s'est récemment réuni à Harare et a dissecté les problèmes communs relatifs au maintien de l'infrastructure, la réhabilitation et le développement.

Le Premier Ministre Adjoint Arthur Mutambara dirige le processus d'élaboration du nouveau plan directeur d'infrastructure du pays.

"Pour maîtriser notre croissance industrielle et garantir que la capacité d'utilisation augmente et que les capitaux internationaux affluent et augmentent en revenus disponibles, nous devons résoudre les difficultés qui submergent l'infrastructure," déclare Mutambara.

Le plan directeur de l'infrastructure portera principalement et entre autres sur l'énergie, les télécommunications, les systèmes de transport, la technologie de la communication de l'information et les systèmes des eaux.

Alors que le gouvernement luttent énergiquement contre les sanctions économiques imposées par l'Ouest, le Ministère des

Finances ne dispose pas de suffisamment de fonds à allouer au développement de l'infrastructure dans le Budget National 2010.

Le Directeur par interim du Ministère des Finances (Budgets), Fidelis Ngorora déclare que le gros du financement dans le budget 2010 sera réservé pour la réhabilitation et le maintien de l'infrastructure existante du pays.

"Cela engloberait l'infrastructure telle que les routes, les projets d'énergie, Hwange et Kariba ainsi que nos systèmes d'hydrologie. Nous voulons acheminer les ressources aux habitants clés tels que l'énergie, l'eau et le transport, mais nous examinerons également les questions de santé et de sécurité, la mitigation du choléra ainsi que les questions sanitaires," explique-t-il.

Le plan directeur d'infrastructure du Zimbabwe proposerait également l'approche à adopter lorsque l'on traite avec l'infrastructure et les problèmes de viabilité au niveau des entreprises et des parastatales.

Le gouvernement du Zimbabwe a, au cours des années, échoué à compléter plusieurs projets d'infrastructure à travers le pays en raison des limitations financières. *The Herald* □

La RDC modernise son système ferroviaire

LA RÉPUBLIQUE Démocratique du Congo a signé un accord avec la Belgique, afin de moderniser le système ferroviaire urbain de Kinshasa.

Le but du projet est d'améliorer la mobilité à travers la capitale et dans les districts périphériques.

Le coût total des travaux est estimé à \$US10,4 millions et seront étalés sur quatre ans.

Cette somme inclut l'assistance de logistiques, l'acquisition de nouveau wagons et locomotive, et la remise à neuf des bâtiments.

Le Ministre congolais des Transports et Moyens de Communication, Matthieu Pita a déclaré, "Le chemin de fer urbain actuel est l'embryon d'un système de forte capacité de transit de masse de demain, et c'est autour de cet axe que les services de transport de bus seront également organisés." □

ÉNERGIE

L'Afrique Australe a du potentiel pour l'énergie Géothermique

Le potentiel géothermique non exploité offre une source d'énergie alternative à l'heure où l'Afrique Australe progresse vers l'usage d'énergie propre. Le secteur de l'énergie étant une source majeure d'émissions de gaz de serre, cause du réchauffement global, les sources renouvelables telles que géothermiques sont considérées comme une solution pour se substituer à l'énergie à forte intensité de carbone. Le Mécanisme de Développement Propre (CDM) établi dans le cadre des principes directeurs du Protocole de Kyoto de la Convention de l'ONU sur le Changement Climatique encourage le financement de projets géothermiques.

par Eglina Tauya

DE RÉCENTES enquêtes géologiques ont confirmé l'évidence que le Malawi, le Mozambique et la Tanzanie possèdent un énorme potentiel d'énergie géothermique, qui pourrait réduire une forte dépendance sur l'hydroélectricité et le combustible fossile dans ces pays et la région.

Selon une évaluation par le Programme pour l'Environnement des Nations Unies (PNUD) et la Facilité pour l'Environnement Global, il y a 4 000MW d'électricité prêt à la récolte le long de la Vallée du Rift.

Comme les autres sources d'énergie renouvelables telles que solaire, éolienne et hydro, la géothermie offre un potentiel important en terme de mitigation de changement climatique.

"La Géothermie est 100 pour cent indigène, sans danger pour l'environnement, et c'est une technologie qui a été trop longtemps sous-utilisée.

Il est temps de sortir cette technologie de la mise en veilleuse pour alimenter les moyens d'existence, alimenter le développement et réduire la dépendance sur les carburants polluants et les combustibles fossiles imprévisibles," déclare le Directeur Général de l'UNEP, Achim Steiner

Seul le Kenya a commencé à exploiter cette ressource renouvelable dans la Vallée du Rift, avec pour objectif de générer 1200 MW d'ici 2015.

Basées sur des explorations préliminaires, les prévisions actuelles indiquent un potentiel géothermique de 650MW dans République Unifiée de la Tanzanie.

Bien que cela n'ait pas encore commencé, le gouvernement de la Tanzanie est intéressé dans



L'énergie géothermique telle que celle dérivée des sources chaudes est une source alternative d'énergie pour l'Afrique Australe qui s'oriente vers l'usage de l'énergie propre.

l'utilisation de centrales géothermiques à petite échelle pour des systèmes de mini-réseau d'électricité rurale.

Le terrain géothermique dans le voisinage du Lac Natron en Tanzanie permettrait à l'énergie basée sur la charge d'être alimentée dans le système de réseau principal de la Compagnie d'Approvisionnement en Électricité de la Tanzanie.

Au Malawi, 21 sources d'eau chaude d'importance sont signalées dans la région de Chitipa-Karonga en dessous de Chipudze dans la région australe. Presque toutes les sources d'énergie géothermique connues du pays sont de type convectif.

Pour le Mozambique, les régions les plus prometteuses pour le développement de l'énergie géothermique sont les provinces du nord et centrales.

La disponibilité locale des fluides géothermiques confirme la possibilité de génération d'énergie à petite échelle, et justifie des études plus détaillées et un éventuel forage exploratoire.

Au moins 38 sources thermales ont été identifiées au Mozambique principalement dans la Vallée du Rift juste au nord de Metangula où de l'eau

en forte ébullition est signalée sur les bords du Lac Niassa.

Il y a plusieurs sources de plus faible température (inférieur à 60 degrés Celsius) trouvées le long et à l'ouest de failles importantes dans les régions d'Espungabera-Manica, près de la frontière du Zimbabwe.

L'Afrique du Sud est également relativement bien dotée avec quatre vingt sept sources thermales recensées aujourd'hui de températures allant de 25 degrés Celsius à 67,5 degrés Celsius.

Des 87 sources thermales, 29 ont été développées pour usage direct, principalement pour les loisirs familiaux et les centres récréationnels, utilisant l'eau pour des objectifs de santé et de station thermale.

Puisque le charbon abonde et est relativement bon marché, les centrales d'énergie fonctionnant au charbon sont les principaux fournisseurs des besoins en énergie de l'Afrique du Sud. Jusqu'à récemment, très peu d'attention a été dévouée à la recherche sur les ressources d'énergie renouvelables telles que géothermiques.

Un projet de recherche récemment lancé en Afrique du Sud vise à mener une investigation sur la faisabilité de génération d'énergie en utilisant

un système binaire de source thermique ainsi qu'à partir de granites chauds.

À Madagascar, huit sites ont été identifiés. La France finance un prototype (micro-géothermique) d'étude de pré-faisabilité pour une installation de 50-100 KW utilisant une ressource géothermique pour fournir de l'électricité aux villages isolés.

La Zambie a plusieurs sites prévus pour construction mais les projets ont stagné pour manque de financement.

Le gouvernement du Botswana a lancé un appel d'offre aux entreprises pour la provision de services de consultation afin de mener une étude de pré-faisabilité pour la construction d'une centrale solaire d'énergie géothermique dans le pays.

Avec une telle quantité d'énergie disponible et les populations de l'Afrique en situation désespérée, l'UNEP est prêt à soutenir les opérations de forage.

La Facilité de Développement Géothermique de la Vallée du Rift Africain soutenue par l'UNEP et la Banque Mondiale, assistera les opérations de forages dans les pays de la Vallée du Rift dès 2010.

Selon Monique Barbut, Présidente et Président Directeur Général du Service pour l'Environnement Global, "Le travail dans la Vallée du Rift démontre que la géothermie n'est pas seulement technologiquement viable mais rentable pour les pays de l'Afrique là où il y a un potentiel général d'au moins 7000 MW."

Le Congrès Mondial sur la Géothermie prévu à Bali, Indonésie en avril 2010 fournira une opportunité pour que l'Afrique Australe gagne en maîtrise dans l'exploitation de cette source d'énergie renouvelable et propre. □

thermique "propre"

L'Afrique Australe se tourne vers le vent pour l'énergie alternative

ALORS QUE la nécessité de sources d'énergie plus propres et alternatives se fait plus pressante, les États Membres de la SADC se tournent lentement vers l'énergie éolienne pour relancer la production et satisfaire à la demande d'électricité dans la région.

Parmi les pays qui mènent la quête sur la manière d'exploiter cet énorme potentiel éolien, qui git intouché dans la région, sont Madagascar, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et la Tanzanie.

L'énergie éolienne, qui implique d'utiliser l'air pour actionner les turbines et générer de l'électricité, est considérée comme l'une des formes d'énergie la plus fiable et la plus propre qui ne pollue pas l'environnement comparé aux autres formes telles que le charbon.

Les champs d'éoliennes sont également relativement plus faciles à construire puisqu'il faut une année seulement pour en construire un avec une capacité de 100 megawatts (MW).

C'est pourquoi, les États Membres de la SADC augmentent leurs efforts afin d'exploiter cette source d'énergie alternative qui a émergé comme l'une des sources les plus lucratives de "financement du carbone" dans le cadre du Mécanisme pour un Développement Propre.

L'Afrique du Sud prévoit de commander sur les trois prochaines années au moins 400 MW d'énergie éolienne des producteurs d'énergie indépendants.

La plupart des centrales seront le long de la Côte Ouest

qui a le potentiel de générer des quantités non négligeables d'électricité.

Eskom, le service publique national pour l'énergie, croit que la révolution du vent dans le pays a la capacité de générer 10 fois plus que les prévisions officielles sur l'énergie éolienne.

L'Afrique du Sud a deux projets éoliens principaux à Klipheuwel et Darling, tout deux dans le Cap Ouest.

Klipheuwel, première centrale d'énergie éolienne en Afrique sous-Saharienne, a la capacité de livrer assez d'énergie pour 2 500 foyers tandis que la centrale de Darling qui est le premier champ commercial d'éoliennes du pays avec quatre turbines à vent, a le potentiel de produire environ 5,2 MW d'électricité.

La construction d'un énorme champ d'éoliennes est prévue pour 2010 au nord de Madagascar, alors que le pays vise à stabiliser son approvisionnement en énergie locale.

La nation ilienne dépend du pétrole pour l'énergie, une situation qui mène à une pollution atmosphérique excessive.

D'où les projets du pays pour construire son premier champ d'éoliennes à Ramena près d'Antisarana qui sera connecté au réseau national.

Le projet de champ d'éoliennes est considéré comme une première phase dans un programme plus vaste qui verra l'île entière puiser son énergie du vent et réduire les émissions de carbone.

La Namibie a annoncé ses projets de construire un champ d'éoliennes à Walvis Bay pour générer 300 MW d'électricité.

Le champ d'éolienne, qui sera instauré pas phases et prêt pour 2011, sera la deuxième centrale de la Namibie.

Selon Nampower, la première centrale, encore sous négociation, sera située à Lüderitz.

Au Mozambique, le Ministre de l'Énergie Salvador Namburete a révélé un projet d'énergie éolienne commun avec des investisseurs italiens pour établir un champ d'éolienne dans le district de Matutufo. Le champ a la capacité de produire plus de 20 MW d'énergie.

La Tanzanie prévoit de construire un champ d'éolienne

de 50 MW dans la région centrale du pays. Le projet, qui sera opérationnel en 2015, est avancé pour 2010 afin de garantir de l'énergie adéquate.

Bien que les projets d'énergie éolienne ne soient pas exécutés sur une large échelle dans les autres pays de la SADC, des efforts sont en cours pour explorer des manières d'exploiter l'énergie éolienne.

En Angola, Botswana et Zimbabwe, l'énergie éolienne est utilisée pour pomper de l'eau pour le bétail ainsi que pour l'approvisionnement dans les zones rurales. sardc.net □

La CE annonce une injection de fonds pour les projets d'énergie

LA COMMISSION Européenne a annoncé un prêt de 100 millions d'euros à l'attention des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour entreprendre des projets dans le secteur de l'énergie, comme partie intégrante du Second Programme d'Installation d'Énergie.

L'invitation pour des propositions de projets fut faite lors d'un séminaire sur l'énergie destiné aux participants à Maputo, Mozambique en novembre.

En 2005, la Commission Européenne (UE) a lancé le Programme d'Installation d'Énergie, une initiative visant à fournir une assistance aux pays de l'ACP afin de préparer et d'entreprendre des projets d'énergie dans le cadre du 10^{ème} Fond de Développement Européen.

Résultant de ce projet, la CE a classé le Mozambique comme pays ayant obtenu le plus grand succès dans la première phase, ayant soumis neuf projets dont sept ont été approuvés.

Suite au premier programme d'Installation d'Énergie, le Mozambique a présenté des projets d'une valeur de 24,5 millions d'euros, qui sont actuellement à divers stades d'exécution, annonça le Ministre de l'Énergie du Mozambique, Salvador Namburete pendant le séminaire.

Dans la phase précédente, la CE a financé des projets dans les zones d'électrification rurale, les énergies nouvelles et renouvelables, dans la construction et le maintien de petits barrages, dans les mini-installations hydroélectriques, dans l'aide institutionnelle, dans l'assistance technique au Ministère de l'Énergie, dans le Fond sur l'Énergie et la compagnie gouvernementale d'électricité EDM. Macauhub □

V E R S 2 0 1 0

L'Afrique Australe est prête pour Angola 2010

par Patson Phiri

QUATRE PAYS de l'Afrique Australe -- Angola, Malawi, Mozambique et Zambie -- élèveront le profil régional lors des Finales de la Coupe Africaine des Nations 2010 fixées pour janvier 2010.

L'Angola s'est qualifié pour les finales en tant que nation d'accueil tandis que trois autres pays de la SADC ont réservé leurs places en passant par les rondes de sélection.

Un total de 16 pays africains prendront part au tournoi biennal, qui aura lieu cinq mois exactement avant les finales de la Coupe du Monde de Football 2010 en Afrique du Sud.

Seul l'Afrique du Sud, l'hôte représentera la région SADC au tournoi de la Coupe du Monde après que d'autres pays de la région échouent à se qualifier pour l'événement global.

L'équipe du Malawi, connue habituellement sous le pseudo "les Flames", a gagné sa place pour l'Angola au dernier jour de qualification en dépit de son échec à l'extérieur au Burkina Faso.

Leur passage à la Coupe Africaine des Nations était scellé lorsque d'autre part, la Guinée, qui avait de grande chance de s'emparer de la dernière place pour l'Angola, a été battue 3-0 par une équipe ivoirienne impressionnante.

Le résultat signifie que le Malawi a terminé en troisième position avec quatre points. Les trois premières équipes des cinq groupes se sont qualifiées pour l'Angola 2010.

La sélection du Malawi a été accueillie avec joie à Blantyre et aux autres villes puisque c'est la seconde fois seulement que le pays se qualifie pour le



Tico Tico du Mozambique en pleine action et à droite, Flavio de l'Angola, quelques joueurs réputés de l'Afrique Australe supposés participer au tournoi de la Coupe d'Afrique des Nations.

tournoi africain depuis son inauguration en 1956.

Le Malawi s'est qualifié avec le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire dans un groupe où cette dernière s'est également qualifiée pour les finales de la Coupe du Monde en Afrique du Sud.

Les "Black Mambas du Mozambique" ont scellé leur place aux finales africaines par une victoire sur la Tunisie devant un stade complet à Maputo.

Le but de Darion Monteiro à la seconde mi-temps a garanti la première apparence du Mozambique à la Coupe Africaine des Nations depuis 1986.

Le Mozambique avec le Nigéria et la Tunisie se sont qualifiées pour les finales africaines. De ce groupe, le Nigéria seul a gagné le ticket pour les finales de la Coupe du Monde.

La dernière équipe de l'Afrique Australe à se qualifier pour l'Angola est la Zambie. La Zambie a garanti sa place le dernier jour après avoir fait match nul avec le Rwanda.

Contrairement à la plupart des pays de l'Afrique Australe, la Zambie a pris part dans la majorité des finales de la Coupe Africaine des Nations.

La Zambie a été aux finales un record de 14 fois. L'Égypte et l'Algérie ont rejoint la Zambie à partir de leur groupe pour aller à la Coupe Africaine des Nations, avec l'Algérie représentant le continent aux finales de la Coupe du Monde dans quelques mois.



L'entraîneur de la Zambie, Hervé Renard a exprimé son optimisme à propos de la bonne performance de son équipe au tournoi.

"Nous ne craignons de rencontrer aucune des grandes équipes de la Coupe d'Afrique. Nous les considérons simplement comme une autre équipe," dit Renard à SANF dans une interview.

La Coupe Africaine des Nations est demeurée un tournoi d'importance depuis son inauguration en 1956 lorsqu'une réunion tenue à Lisbonne entre sept délégués donna naissance à la Confédération du Football Africain.

Le tournoi initial pris place l'année suivante à Khartoum, Soudan et s'est depuis lors développé en un des événements sportifs de marque en Afrique.

L'Afrique du Sud est le seul pays de l'Afrique Australe à avoir gagné la Coupe Africaine des Nations, lorsqu'il a accueilli les finales en 1994. L'Angola est le second pays de la SADC à accueillir les finales. sardc.net □

Le Botswana courtise les équipes de la Coupe du Monde

LE BOTSWANA a mis de côté 1 million de pula pour attirer les équipes qui se sont qualifiées pour les finales de la Coupe du Monde de Football 2010 et la Coupe Africaine des Nations en Angola afin de séjourner dans le pays.

Le Ministre de l'Environnement, Faune, Flore et Tourisme, Kitso Mokaila a annoncé au Parlement que son ministère travaille étroitement avec le Ministère de la Jeunesse, Sports et Culture pour mettre en oeuvre le programme.

Il explique que le gouvernement a déjà commencé à remettre à neuf les installations telles que les stades et les aéroports pour attirer des visiteurs.

Mokaila a ajouté que ces développements sont supposés compléter l'objectif d'attirer les équipes, plus de touristes et d'opportunités commerciales.

Il cita que les événements de football étaient principalement urbains et que par conséquent les zones rurales ne pourraient en bénéficier que par extension.

Un total de 32 pays provenant des cinq continents prendront part aux finales de la Coupe du Monde en Afrique du Sud, la première à être jouée sur le sol Africain.

Plus de 90 000 supporters et officiels du football, principalement des pays sélectionnés, sont attendus pour les finales en Afrique du Sud, selon l'organisme gouvernant le monde du football, FIFA.

Ceci en plus d'approximativement 400 000 touristes de tous les coins du monde qui sont supposés visiter l'Afrique durant le tournoi.

Pour Angola 2010, 16 équipes africaines prendront part dans le tournoi biennal. BOPA □



SADC 2010 Promotion de l'Investissement: "Une Équipe - 15 Nations"

UN PROGRAMME pour la promotion de l'investissement SADC 2010" a été inauguré sur un fond de finales de football de la Coupe Africaine des Nations prévue en Angola en janvier et de finales de la Coupe du Monde de Football en Afrique du Sud en Juin-Juillet.

Le programme fournit une structure pour guider, informer et coordonner les activités dans l'ensemble de la région pour "assurer que tous les 15 États Membres bénéficient de l'exposition internationale que ces deux événements offrent en termes d'investissement étranger direct".

Le projet cherche à assurer que tous les pays de la SADC jouent un rôle actif dans les préparations des deux événements, en particulier la Coupe du Monde qui pour la première fois prend place en Afrique.

SADC 2010 opère sous le thème "Une équipe - 15 Nations", et le Secrétariat de la SADC est chargé de son exécution par l'entremise d'un comité d'organisation, de ressources d'expert et d'un groupe consultative.

Le programme de promotion de l'investissement est la culmination de plus de quatre années de consultations et repose sur trois principaux groupes thématiques - investissement dans l'infrastructure régionale, commerce et tourisme.

L'Afrique du Sud et l'Association Internationale de Football (FIFA) ont publiquement reconnu que le

succès des finales dépendra largement de l'état d'apprêt de l'ensemble de la région de la SADC.

D'après FIFA, jusqu'à 500 000 touristes de tous les coins du monde et plus de 90 000 supporters et officiels principalement des pays sélectionnés visiteront l'Afrique du Sud pour l'évènement long d'un mois. Des millions de plus regarderont l'évènement à la télévision.

Afin de se préparer à l'énormité d'un tel afflux ainsi que d'un grand nombre d'investisseurs qui utilisent généralement des événements de cette importance pour rechercher des opportunités d'investissement, la SADC a adopté une position proactive pour puiser dans les perspectives commerciales lucratives offertes par les deux événements.

"Le programme SADC 2010 fonctionnera de septembre 2009 à décembre 2011. À la fin de sa mise en oeuvre, le programme est supposé avoir réussi à augmenter la visibilité de la SADC, l'organisation, régionalement et internationalement ainsi que d'avoir attiré un investissement durable quantifiable dans la région, en contribuant au bien être économique de sa population," déclare le plan SADC 2010.

Pour garantir l'accomplissement des objectifs du programme comme définis dans les trois principaux groupes thématiques, la SADC assurera que les corridors de



La SADC adopte le thème "Une Équipe -15 Nations" vers un programme de promotion de l'investissement en Afrique Australe.

transport connues sous l'appellation Initiatives de Développement Spatial (IDS) soient développés et que le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) soit bien ressource pour approvisionner adéquatement en énergie l'Afrique du Sud et le reste de la région avant, pendant et après les jeux.

Les télécommunications seront améliorées tandis que le développement des Zones de Préservation Tranfrontières sera encouragé parmi les États Membres.

"Le programme SADC 2010 fera également la promotion des avantages de la Zone de Libre Échange, du Protocole sur les Finances et l'Investissement et l'UNIVISA."

"En faisant la promotion de ces programmes et de leurs avantages, la campagne espère attirer un investissement durable dans la région, avant et pendant les jeux et bien au-delà de 2010."

La SADC informe qu'elle a décidé de coordonner conjointement et de mettre en oeuvre le plan 2010 parce que si les États Membres s'en étaient chargés "il y aurait l'inconvénient probable de certains membres ne se vendant pas avec autant de succès que les autres".

"La promotion uniquement au niveau des États Membres court également le risque d'éclipser l'objectif même de la SADC et sa raison d'être."

Une population combinée d'environ 250 millions et un

Produit Intérieur Brut (PIB) de US\$471 milliards fait de la région SADC une destination d'investissement précieuse.

La SADC collabore avec divers participants tels que les comités régionaux de tourisme, les médias et les organisations régionales de sports pour garantir qu'il y ait un sentiment d'appropriation au sein du programme.

Certaines des activités prévues avant les deux importants événements sportifs qui auront lieu en Afrique Australe incluent un festival de la musique et la publication d'un bulletin d'information sur l'investissement pour la région de la SADC.

L'Afrique du Sud a gagné le droit d'accueillir la finale de la Coupe du Monde de Football 2010 en mai 2010. La finale de la Coupe du Monde est le deuxième événement sportif le plus prestigieux et le plus lucratif au monde, surpassé uniquement par les événements multiples des Jeux Olympiques.

Le tournoi a d'énormes impacts socio-économiques pour la nation d'accueil et les pays avoisinants.

L'Angola accueille la Coupe Africaine des Nations pour la première fois. L'Afrique du Sud est le seul autre pays africain qui a organisé la Coupe Africaine en 1994, lorsqu'il a gagné la coupe, devenant encore le premier pays de l'Afrique Australe à accomplir un tel exploit. □



Le vuvuzela sera une caractéristique prominente durant la Coupe du Monde 2010 en Afrique du Sud.

PARITÉ DES SEXES

La région prend des mesures concrètes pour combattre le trafic d'êtres humains avant 2010

par Patience Zirima

LES PAYS de l'Afrique Australe ont redoublé d'efforts pour combattre le trafic d'êtres humains avant la Coupe du Monde FIFA 2010 qui aura lieu en Afrique du Sud.

La Coupe du Monde entraîne avec elle des espoirs d'augmentation d'activité économique en Afrique du Sud et la région, mais craint également que les femmes et les filles deviennent plus vulnérables à l'exploitation sexuelle.

En raison de l'augmentation anticipée des cas de trafic de femmes et d'enfants de la région vers l'Afrique du Sud, la SADC a conçu plusieurs mesures régionales et nationales pour lutter contre le trafic.

En mai 2009, les États Membres de la SADC ont examiné et adopté le Plan d'Action Stratégique Décennal pour Combattre le Trafic de Personnes, en particulier les femmes et les enfants dans la région de la SADC.

Au niveau régional, cela forme la base pour action des États Membres puisque le plan conçoit les méthodes et les zones de coopération pour combattre tous les aspects du trafic humain.

Le plan est basé sur les sujets clés tels qu'esquissés dans le Protocole de l'ONU pour Empêcher, Supprimer et Punir le Trafic Humain, en particulier des Femmes et des Enfants; un protocole à la Convention de l'ONU Contre le Crime Organisé

Transnational; le Plan d'Action de Ouagadougou pour Combattre le Trafic d'Êtres Humains, en particulier des Femmes et des Enfants de l'Union Africaine; et le Protocole de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement.

Le protocole de l'ONU est entré en vigueur en décembre 2003 et est devenu le premier instrument global avec une définition unanime sur le trafic de personnes.

Il définit le trafic comme le "recrutement, le transport, le transfert, le labeur ou la réception de personne au moyen de menace ou d'usage de la force ou autre forme de coercition, par rapt, fraude, déception ou abus de pouvoir, ou en usant de paiements ou autres bénéfices pour persuader des personnes vulnérables à consentir à être trafiquées à des fins d'exploitation".

Le Protocole cherche à combler les lacunes contenues dans la législation internationale et nationale existante et à offrir une meilleure protection pour les victimes de trafic.

Également d'importance est que le Protocole a l'intention d'assister les victimes "avec le respect total de leurs droits humains" et de promouvoir la coopération internationale contre le trafic.

Le Protocole exhorte les gouvernements signataires à adopter une législation comprehensive anti-traffic, pour fournir assistance, assistance conseil et rapatriement aux

victimes, pour accélérer les programmes de formation pour l'application de la loi et les officiers de l'immigration et pour améliorer l'échange d'information et la coopération transfrontière afin d'empêcher le trafic.

Au niveau régional, le Plan d'Action SADC appelle les États Membres à:

- Ratifier et mettre en oeuvre les divers protocoles de l'ONU, l'UA et la SADC qui traitent du trafic de personnes;
- Offrir des formations pour l'amélioration des compétences et le renforcement de capacité pour les officiels chargés d'appliquer la loi, les officiels des douanes et de l'immigration, les assistants de service social, la société judiciaire civile et le secteur privé pour traiter le problème de trafic de personnes
- Développer et disséminer du matériel de sensibilisation publique régionale sur le trafic de personnes;
- Renforcer les mécanismes pour soutenir les victimes et protéger les témoins et les indicateurs;
- Développer les Systèmes Régionaux pour la Gestion de l'Information (SGI) afin de démontrer les niveaux, tendances et routines de trafic de personnes dans la région; et

- Contrôler la mise en oeuvre du Plan d'Action aux niveaux régional et national.

L'Afrique du Sud, le pays de destination anticipé pour le trafic de personnes n'a pas de législation comprehensive contre le trafic bien que cela soit couvert dans le cadre d'autres lois et le pays est néanmoins en cours de rédiger une législation.

Seuls Madagascar, l'Île Maurice, le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie ont une législation sur le trafic anti-humain. Puisque seulement quelques pays dans la région ont en place une législation anti-traffic, les alarmes ont été intensifiées quant à l'état de préparation de la région pour y répondre.

Au Swaziland, le gouvernement a instauré le Groupe de Travail Inter-Agence sur le Trafic de Personnes et sur la Contrebande qui oeuvre à mettre en place des mesures intérimaires pour la rédaction de rapport, l'enquête et la prosécution du crime de trafic ainsi qu'une assistance appropriée pour les victimes de trafic.

L'équipe de Travail s'est également embarquée dans les campagnes de sensibilisation et d'éducation sur le trafic humain et la législation anticipée.

Diverses campagnes ont été lancées contre le trafic humain 2010 dont la Campagne "Red Light 2010", un groupe d'organisations travaillant ensemble pour combattre le trafic humain, l'exploitation et l'abus des femmes et des enfants en Afrique Australe.

Le comité de campagne régionale est dirigé par *Women and Law in Southern Africa (WLSA)* - Les Femmes et la Loi en Afrique Australe- et les partenaires régionaux.

La campagne cherche à répondre à l'impact négatif que la Coupe du Monde FIFA 2010 peut avoir sur les femmes et enfants vulnérables en Afrique Australe. □

Première femme président au Parlement du Botswana

LA PREMIERE femme à occuper le poste de Président de l'Assemblée Nationale au Botswana, Margaret Nasha, est une politicienne au statut de vétéran qui s'est battue pour la parité des sexes et l'habilitation des femmes.

Sous sa direction au Caucus pour les Femmes dans la Politique, le gouvernement a adopté les Lois Conjugales et les Lois sur les Enfants qui

ont rehaussé les droits des femmes mariées et des enfants.

Dr Nasha a servi dans diverses positions diplomatiques y compris Haut Commissaire au Royaume Uni, Présidente du groupe SADC des Ambassadeurs et des Hauts Commissaires, et membre des Hauts Commissaires du Comité Exécutif du Marché Commun.

En 1994, elle fut nommée Membre du Parlement Spécifiquement Élu et fut Ministre des Affaires Présidentielle et de l'Administration Publique au gouvernement précédent.

Au cabinet, elle a tenu une série de portefeuilles y compris les minéraux, les ressources d'énergie et d'hydrologie, le gouvernement local et les terres, et l'habitat. □

Les élections de la SADC impressionnent les observateurs

LA SADC et l'Union Africaine ont décrit les récentes élections en Afrique Australe comme étant conformes aux standards et principes régionaux.

Le Botswana, le Malawi, le Mozambique, la Namibie et l'Afrique du Sud sont allés aux urnes en 2009. L'Afrique du Sud a tenu ses élections en avril tandis que le Malawi a organisé ses scrutins en mai.

Le Botswana et le Mozambique ont tenu des élections en octobre, et la Namibie en novembre.

Le Congrès National Africain (ANC) mené par Jacob Zuma a gagné les quatrièmes élections démocratiques depuis la fin du régime apartheid en 1994.

La SADC a déclaré dans un communiqué initial que les scrutins ont été menés conformément aux lignes directrices adoptées par les États Membres de la SADC.

"Selon notre opinion réfléchie le processus électoral a été mené de manière libre, juste, transparente et crédible," stipule le communiqué.

L'UA en convient, en disant qu'elle était également impressionnée par l'enthousiasme démontré par les électeurs sud africain ainsi que par l'atmosphère paisible dans laquelle les élections ont été menées.

"La mission d'observation de l'UA a été impressionnée par l'organisation compétente et efficace des élections par la Commission Électorale Indépendante de l'Afrique du Sud."

Aux élections générales du Malawi, Président Bingu wa Mutharika du Parti Progressif Démocratique (DPP) a gagné le scrutin avec plus des deux-tiers de la majorité.

La SADC a déclaré que malgré quelques inquiétudes, les scrutins étaient paisibles, transparents et crédibles.

"La SADC a été impressionnée par la patience des électeurs qui ont pu exprimer leur droit de vote

paisiblement, librement et sans embûche."

L'UA rend hommage à la manière dont le peuple du Malawi a mené ses élections.

"La bonne conduite des élections et l'intensité de l'électorat a fait honneur non seulement au peuple du Malawi mais à l'Afrique entière."

En ce qui concerne le Botswana, la SADC a déclaré, "Nous sommes satisfaits des élections et n'avons reçu aucune plainte d'intimidation d'aucuns partis politiques."

L'UA a également loué les élections dans lesquelles le Parti Démocratique du Botswana (BDP) au pouvoir mené par Président Seretse Khama Ian Khama a été réélu pour un autres mandate quinquennal.

Aux élections présidentielles et parlementaires du Mozambique, Président Armando Guebuza et son parti Frelimo ont gagné avec plus de 75 pour cent des votes.

Malgré les inquiétudes soulevées par l'opposition, les observateurs électoraux ont déclaré qu'elles étaient conformes aux critères et principes régionaux, et les résultats ont été confirmés par le Tribunal Constitutionnel.

"La phase de pré-élection a été caractérisée par une atmosphère politique paisible, tolérante, et active. La vigueur et l'enthousiasme étaient clairement évidents parmi les partis politiques lorsqu'ils menaient leurs campagnes," affirma SADC.

L'UA a ajouté que des élections libres et équitables feront la promotion de la paix et de la stabilité dans la région. En Namibie, la SADC et l'UA ont également fait les louanges des élections en déclarant "aucun acte d'intimidation ou violence n'a été observé ou rapporté durant les élections."

"En général, les élections furent caractérisées par une atmosphère politique paisible, tolérante et pourtant pleine



La population vote lors de différentes élections tenues en Afrique Australe.

d'enthousiasme," expliqua la SADC dans sa déclaration.

Président Hifikepunye Pohamba et l'Organisation du Peuple du Sud-Ouest de l'Afrique ont remporté les élections par les deux-tiers de la majorité.

Au moins deux pays de l'Afrique Australes iront aux

urnes en 2010. Très certainement la République Unifiée de la Tanzanie et l'Île Maurice.

L'Angola, le Lesotho et la République Démocratique du Congo tiendront également leurs élections l'an prochain. L'Angola était supposé tenir ses scrutins présidentielles en 2009 mais les a repoussé pour 2010. □

Organe satisfait des progrès pour pallier aux difficultés politiques de la région

L'ORGANE DE la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité a exprimé sa satisfaction quant à la manière dont la région a abordé la situation politique au Lesotho, Madagascar et Zimbabwe.

Dans un communiqué publié à la suite du récent sommet SADC de la Troïka au Mozambique, les dirigeants de l'Afrique Australe affirment que la région est engagée à trouver une solution durable au difficulté politique et de sécurité au Lesotho et Madagascar, ainsi que pour la mise en oeuvre de l'Accord Politique Global au Zimbabwe.

"Le Sommet a noté avec appréciation les progrès accomplis par l'Équipe de Médiation Commune sur Madagascar menée par le Facilitateur de la SADC Joaquim Chissano, ancien Président de la République du Mozambique pour promouvoir le dialogue parmi les quatre dirigeants politiques de manière à restaurer la normalité constitutionnelle à Madagascar," informe la Troïka dans une déclaration.

Le bouleversement politique de Madagascar a encore émergé au début de l'année après que le chef de l'opposition Andry Rajoelina saisisse le pouvoir des rênes du Président Marc Ravalomanana dans une démonstration publique soutenue par les militaires.

Sur la situation du Lesotho, la Troïka indiqua que beaucoup de progrès ont été faits pour promouvoir le dialogue parmi tous les participants.

Le Sommet nota avec appréciation le rôle du Conseil Chrétien du Lesotho pour faciliter le dialogue parmi les partisans politiques du Basotho."

En ce qui concerne la situation du Zimbabwe, la Troïka expliqua que le gouvernement inclusif a beaucoup accompli depuis sa formation en février, ajoutant qu'aucune de perturbation ne devrait inverser les gains.

"Le Sommet a en outre pris note des accomplissements du Gouvernement Inclusif sur les fronts politique, social et économique durant les neuf mois depuis son inception en février," confirme la Troïka. □

STATISTIQUES

Statistiques pour le développement

LE MANQUE de développement statistique entrave le développement humain en Afrique Australe et la sensibilisation dans l'usage de statistiques est essentielle pour localiser les progrès et renforcer la prise de décision.

Le besoin de renforcer la capacité dans le développement et d'utiliser les statistiques en Afrique Australe, et le reste de l'Afrique était l'une des conclusions d'une récente session internationale sur les statistiques, le Partenariat dans les Statistiques pour le Développement au 21^{ème} Siècle (PARIS21).

La réunion tenue à Dakar, Sénégal souligne le renforcement de capacité dans les ressources humaines et financières, les instruments statistiques, et une technologie nouvelle et pertinente comme cruciale pour accéder à des statistiques ponctuelles, précises et pertinentes.

Les partenaires au développement furent encouragés à soutenir la capacité dans les pays en voie de développement afin de permettre la génération de statistiques nationales appropriées et précises à l'opposé de prévisions.

Insistant sur la précision et la pertinence, le Président sénégalais Abdoulaye Wade attira l'attention des partenaires au développement sur l'usage inapproprié de données générées informatiquement et sur les classements internationaux qui ne reflètent pas la réalité dans les pays en voie de développement, menant à des résultats douteux.

Dans son discours d'ouverture, Wade indiqua que les statistiques n'ont de la valeur que si elles sont utilisées, c'est-à-dire, si elles sont transmises à l'usager en temps voulu pour prendre des décisions.

Il rejeta également la définition de la pauvreté basée sur un revenu de US\$1 par jour comme ne représentant pas la réalité dans laquelle le labeur quotidien en dehors de l'économie formelle n'est pas correctement évalué.

Une définition alternative de la pauvreté proposée aux partenaires de développement inclut: le manque d'accès à de l'eau potable, à de la nourriture, à un abris décent, à des soins sanitaires de base, à l'éducation primaire et à un environnement sain.

En réponse à la question: pourquoi investir dans le plaidoyer, est-il important pour le développement statistique en Afrique Australe? le Commissaire des Statistiques du Malawi, Charles Machinjili expliqua que cela aiderait pour que les statistiques soient utilisées et pour améliorer la sensibilisation et l'usage des statistiques, une culture de prise de décision basée sur l'évidence devrait être renforcée.

L'énorme vide en communication entre les producteurs et les usagers de statistiques fût pris en compte, et les statisticiens furent encouragés à aller au delà de la production de statistiques pour renforcer les liens avec les décideurs, les chercheurs, les médias et le secteur privé.

Le rôle des statisticiens n'est pas seulement de fournir des données publiques mais de produire une connaissance publique, c'est-à-dire que le focus ne devrait pas tout le temps porter sur la production de chiffres mais de transformer les chiffres en connaissance comprise par divers secteurs de la société.

Ainsi, l'importance des organisations qui jouent un rôle intermédiaire entre les producteurs et les usagers fut soulignée.

Une contribution clé à la session fut la Déclaration de Dakar sur le Développement de Statistiques, dans laquelle les participants ont convenu de la nécessité de concentrer l'attention sur la mise en oeuvre de plans stratégiques avec des financements disponibles et une capacité technique fournie par les partenaires au développement d'ici 2014.

La conférence chercha à prendre en compte le statut de développement statistique dans divers pays et régions,

pour identifier les problèmes, déterminer les actions à prendre, et convenir d'étapes et de responsabilités de plusieurs partenaires. Des statisticiens, des responsables d'orientation politique, des institutions de recherche, la société civile et les partenaires coopérants de pays développés et en voie de développement comprenant tous les états membres de la SADC y étaient présents.

Elle fut organisée par un consortium impliquant l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OECD), la Banque Mondiale, la Division Statistique des Nations Unies (UNSD), la Commission Européenne et le Fond Monétaire International (FMI), en collaboration avec le gouvernement du Sénégal.

PARIS21 est un partenariat international de responsables de l'orientation politique, d'analystes et de statisticiens avec le secrétariat sous l'égide de l'OECD à Paris, France.

La tâche du secrétariat est guidée par un comité d'organisation, un groupe international de participants avec des représentants des pays en voies de développement de chaque région du monde, des bailleurs de fonds bilatéraux, et des institutions multilatérales.

L'un des co-présidents du comité d'organisation est Pali Lehohla, Statisticien-Général, Statistiques Afrique du Sud.

La conférence de Dakar a discuté de statistiques pertinentes aux cibles des Objectifs de Développement du Millénaire (ODMs) dans le cadre de trois sous-thèmes - Demande pour de Meilleures Statistiques et Usage de Données, Stratégie pour le Développement Statistique, et un Partenariat pour le Développement de Statistiques.

La demande élevée en statistiques fut notée pour des problèmes émergeant comme le changement climatique, la


sécurité alimentaire, et la crise financière, problèmes qui ne sont pas encore inclus dans les statistiques nationales actuelles.

Ces statistiques pourraient inclure des données sur les indicateurs tels que les changements de température de l'océan, la montée du niveau de la mer, les impacts sur la biodiversité, et les migrations résultant des désastres naturels.

Puisque l'impact de ces changements traverse les frontières nationales, les statisticiens furent encouragés à partager les données afin que les problèmes puissent être analysés au niveau le plus approprié géographiquement- permettant une analyse régionale.

Les participants ont convenu que les systèmes nationaux de collecte de données devraient être la fondation du système statistique international, et des stratégies statistiques devraient être développées au niveau régional afin de coordonner et harmoniser les stratégies de développement statistique national. sardc.net □



L'AFRIQUE AUSTRALE 

SADC AUJOURD'HUI Vol 12 No 1 Décembre 2009

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des décideurs à tous les niveaux du développement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Kizito Sikuka, Emmanuela Matorofa, Patience Zirima,
Clever Mafuta, Phyllis Johnson, Shiela Chikulo

CONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION
Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Energie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.
© SADC, SARDC, 2009

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadcint

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
P1 SARDC; p3 SARDC, nyasatimes.com p4 Chirundu africa news;
p6 www.charlieroose.com, www.mfa.gov; p7 Maputo witbank;
p8 myspace.com; p9 Eskom; p10 cosafa.com, www.seasaa.net;
p11 cosafa.com, SA Tourism; p13 SARDC; p14 SARDC, ZARCPRO;
p16 Tongogara fondation, Francis Dias, Neil Libbert

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net www.sardc.net Connaissance pour le Développement

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC aujourd'hui :
Air Botswana, Linhas Aeres de Moçambique, Air Namibia,
South African Airways, Air Mauritius, TAAG Angolan Airlines et
Air Zimbabwe

SARDC
www.sardc.net
Knowledge for Development

É V È N E M E N T S

CALENDRIER DES EVÈNEMENTS 2009/2010

1 Décembre	Journée Mondiale du SIDA Le 1er décembre la région de la SADC se joindra au reste du monde pour la commémoration de la Journée Mondiale du SIDA. Le Thème pour cette année est "Accès Universel et Droits de l'Homme".
7-18, Danemark	15ième Conférence des Parties des Nations Unies sur le Changement Climatique 15ième Conférence des Parties des Nations Unies (COP15) sur le Changement Climatique aura lieu au Centre Bella à Copenhague, Danemark. La réunion à laquelle participeront des Chefs d'États et de Gouvernement visera entre autre à trouver des solutions à la hausse des températures globales moyennes de l'atmosphère et de l'océan, la fonte répandue des neiges et des glaciers, et la montée du niveau de la mer causée par la hausse des émissions à effet de serre telles que le dioxyde de carbone.
Janvier 2010 7, Mozambique	Session de la Commission Politique et Diplomatique de la SADC L'Organe de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en matière de Sécurité a convenu une réunion de la Commission Politique et Diplomatique de la SADC afin d'examiner le programme et initier les préparations pour une participation au Sommet de l'Union Africaine (AU) et du Conseil Exécutif. La session discutera du soutien à la candidature du Malawi pour la présidence de l'UA suite à la décision du Sommet de la SADC tenu en RDC en septembre 2009.
10-13, Angola	La Coupe Africaine des Nations (ACON) est accueillie en Afrique Australe pour la seconde fois seulement, durant laquelle 16 nations sélectionnées se rassembleront en Angola pour déterminer les champions de l'Afrique. Quatre des équipes nationales de la région de la SADC se sont qualifiées pour l'ACON - Angola, Malawi, Mozambique et Zambie.
17-22, Ethiopie	Seconde Session de la Commission des Statistiques pour l'Afrique STACOM-Africa II STACOM-Africa II examinera les progrès dans divers domaines visant à soutenir les pays africains pour produire et utiliser des données statistiques de qualité en soutien au développement national et régional.
25 Jan - 2 Fév, Ethiopie	14ième Session Ordinaire du Sommet de l'Union Africaine Les Chefs d'États et de Gouvernement se rassembleront pour la 14ième Session Ordinaire de l'Union Africaine, précédée des habituelles sessions techniques et du Conseil des Ministres. Le Sommet aura lieu dans le cadre du thème "Technologies d'Information et de Communication (ICT) en Afrique: Problèmes et Perspectives pour le Développement".
Février	Conseil des Ministre de la SADC Le Conseil des Ministres de la SADC se réunit deux fois l'an pour examiner les progrès dans la mise en oeuvre de divers programmes sur le développement régional, l'intégration et le commerce parmi les États Membres. Le focus de cette année portera sur la Coupe du Monde de Football 2010 qui aura lieu en juin-juillet, et le Syndicat des Douanes de la SADC 2010 à mettre en place cette année.

L'HISTOIRE AUJOURD'HUI

30 ans

Le legs de la Maison de Lancaster: La terre en principe mais pas dans les détails

IL Y a trente ans, le 21 décembre 1979, un accord fut signé à Londres qui mis en branle une série d'événement qui mirent le Zimbabwe dans la voie où il se trouve aujourd'hui.

Les signatures apposaient à contrecœur que l'accord convenu sous les chandeliers de la Maison de Lancaster mettait fin à la guerre dans un lieu que certain appelait Rhodésie et signalait une voie différente vers l'indépendance pour un pays que la majorité appelle Zimbabwe.

Les 103 jours de pression et d'affectation menés par l'adroit Secrétaire des Affaires Étrangères du Royaume Uni, Lord Carrington, à partir du 10 septembre jusqu'au 21 décembre 1979, furent remarquables par l'esquive de la question principale dans la dispute longue de 90 ans.

Les parties s'accordaient simplement dans le désaccord sur la question essentielle de la terre, et parvinrent à un accord sur toutes les questions connexes, la question délicate de cessez-le-feu et un bref retour à la loi britannique avant les élections et l'indépendance.

La question de la terre fut plutôt discutée lors de réunions stratégiques secondaires. Elle fut conclue lors d'une session semblable convenue à la résidence de Hill Street du Secrétaire Général du Marché Commun, Sonny Ramphal.

Son adjoint (et successeur en tant que Secrétaire Général), Chef Emeka Anyaoku, écrit dans ses mémoires* que, "Les deux leaders des mouvements nationalistes (Robert Mugabe et Joshua Nkomo) désapprouvèrent fortement la proposition que le futur gouvernement du pays devrait s'engager à payer la totalité des compensations aux propriétaires fermiers blancs sur une base d'"achat/vente volontaire".

"Pour eux, cela équivalait à hypothéquer les futures ressources du Zimbabwe pour racheter des terres qui avaient en premier lieu été dérobées par la force du contrôle de leur peuple. "Ils ont argumenté qu'ils ne pouvaient accepter la structure d'appropriation des terres, et que leur peuple avait pris les armes pour prendre part à la guerre de libération dans le but de reprendre ces mêmes terres.

"Ils n'étaient certainement pas prêts à payer pour récupérer ce qui leur avait été 'volé", puisque les terres n'avaient pas été achetées lorsque leur peuple en avait été chassé.

"J'ai pris note et ai rapporté ces conversations et mes impressions à Sonny Ramphal, tout en l'informant de mes progrès pour tenter de les persuader d'accepter certains éléments des propositions," ajouta Anyaoku.

"Sonny Ramphal a ensuite tenté d'approcher le Premier Ministre Margaret Thatcher et Président Jimmy Carter des États Unis, tout deux ayant indiqué qu'ils seraient prêts à fournir une assistance au Zimbabwe indépendant qui permettrait au nouveau gouvernement de racheter les terres des fermiers blancs sur une base "achat/vente volontaire". "L'offre des britanniques et des américains fut transmise aux leaders nationalistes, sur cette base, il devint possible de faire progresser le processus de négociation."

Ramphal blâme Thatcher de n'avoir pas instituer le fond. "dans les 10 premières années après l'indépendance, tout cela aurait dû être organisé à partir de Londres. Mais ce ne fut pas le cas," dit-il, ajoutant que, "Robert était intéressé dans les détails ainsi que dans les principes concernant la question de la terre à la Maison de Lancaster."

Carrington était clair quant à la position des Britanniques, et que les forces nationalistes luttant pour l'indépendance avaient l'avantage. "La question de la Rhodésie était épuisante, et dans ce contexte cela signifie qu'elle épuisait en particulier les rhodésiens blancs."

Ian Smith, le Premier Ministre de la Rhodésie du Sud d'antan, ressentit la remarque acerbe de Carrington lorsqu'il accusa le Secrétaire des Affaires Étrangères d'avoir du sang sur les mains. "S'il y a du sang sur les mains de quiconque, ce sont les vôtres," rétorqua Carrington avec colère.

Dans ses mémoires*, Carrington décrit les nombreuses semaines à la Maison de Lancaster comme une "période agitée et de mise à l'épreuve" et confia qu'il n'était pas optimiste sur le résultat. Mais il ajouta qu'il "fut frappé par la normalité et l'assurance de Nkomo et Mugabe après leurs très longs séjours en geôle."

"L'accord proposa une simple séquence - simple en concept, mais dont l'exécution serait probablement perturbée. Il était prévu un cessez-le-feu: Les forces de guérilla devaient se rendre, se diriger vers les lieux de rassemblement, accepter le désarmement.

"Il devait y avoir un retour à la situation constitutionnelle avant la déclaration unilatérale de l'indépendance par Smith; puis il devait y avoir des élections en Rhodésie, basée sur le suffrage universel, avec la participation de tous les partis et avec par la suite l'indépendance et la reconnaissance d'une constitution équilibrée octroyée par la couronne britannique."

*Eme*Emeka Anyaoku, *The Inside Story of the Modern Commonwealth*, Evans, 2004
(L'histoire interne du Marché Commun Moderne)

*Reflections on Things Past: The Memoirs of Lord Carrington, Collins, 1988
(Réflexions sur le Passé: Les Mémoires de Lord Carrington)
D. Martin/P. Johnson, *The Struggle for Zimbabwe: The Chimurenga War*, Faber/ZPH, 1981
(Le Combat pour le Zimbabwe: la guerre de Chimurenga)

JOSIAH MAGAMA TONGOGARA qui fut un personnage clé pour parvenir à l'accord de la Maison de Lancaster, fut parmi les premiers à réaliser que les causes de la guerre avaient été éliminées. Le Commandant de ZANLA et Secrétaire pour la Défense du ZANU PF considérait la Maison de Lancaster comme un "second front" provoqué par le peuple du Zimbabwe et les forces de libération, et à la fin du mois de novembre il était fermement convaincu qu'ils avaient "marqué une formidable victoire... dans un avenir proche le peuple du Zimbabwe sera fier d'avoir son nouveau Zimbabwe et cela ne sera plus jamais inversé."



JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC Décembre 2009 - Février 2010

8 décembre	Journée de l'Immaculée Conception	Seychelles
9 décembre	Journée de l'Indépendance et de la République	Tanzanie
10 décembre	Journée Internationale des Droits de l'Homme	Namibie
16 décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
	Journée Incwala	Swaziland
22 décembre	Journée de l'Unité	Zimbabwe
25 décembre	Noël	Toute la SADC
	Vendredi Noël	Madagascar
	Journée de la Famille	Mozambique
26 décembre	Journée de la Famille	Namibie
26 décembre	Journée de la Bonne Volonté	Afrique du Sud
	Journée de la Boîte	Botswana, Lesotho, Swaziland, Malawi, Zimbabwe
1 Janvier	Nouvel An	SADC
4 Janvier	Journée des Martyrs	Angola, RDC
12 Janvier	Journée de la Révolution de Zanzibar	Tanzanie
15 Janvier	Journée John Chilembwe	Malawi
16-17 Janvier	Journée du Héro Lumumba	RDC
18 Janvier	Journée du Héro Kabila	RDC
20 Janvier	Journée de l'Armée	Lesotho
1 Février	Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Île Maurice
3 Février	Journée des Héros	Mozambique
4 Février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
5 Février	Journée Chama Cha Mapinduzi	Tanzanie
14 Février	Nouvel An Chinois	Île Maurice

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale